

ANALYSE

FPS - 2016

Droit d'asile au féminin : s'exprimer, se reconstruire



Femmes Prévoyantes Socialistes
www.femmesprevoyantes.be



Julie Gillet

Chargée d'études

Secrétariat général des FPS

julie.gillet@solidaris.be

Cette analyse s'inscrit dans le cadre de l'action de sensibilisation
« Droit d'asile au féminin : parcours de combattantes ? »
organisée par les FPS le 18 juin 2016 à Liège.

En tant qu'association féministe, luttant activement pour l'égalité entre les femmes et les hommes et l'accès aux soins de santé, aborder les spécificités liées au genre dans la problématique de l'asile nous semble aujourd'hui prioritaire.



Editrice responsable: Carmen Castellano, Place St-Jean, 1-2, 1000 Bruxelles.

Tel : 02/515 04 01



Les femmes, ces réfugiés comme les autres ?

Dans notre analyse précédente, « Droit d'asile au féminin : parcours de combattantes »¹, nous avons pu constater que, comme toutes les questions politiques et sociales, celle de l'asile comporte elle aussi un aspect genré, que ce soit au niveau des raisons de l'exil, de la reconnaissance du statut de réfugiée, du parcours migratoire et des violences qui lui sont liées ou encore de la réalité très quotidienne de l'accueil. C'est pourquoi nous avons émis une série de recommandations, visant à mieux prendre en compte le genre tout au long de la procédure d'asile.

Parmi ces recommandations, celle de l'importance de la mise en place de lieux d'écoute et de parole pour les demandeuses d'asile et réfugiées. Les différents témoignages récoltés pour les besoins de cette première analyse sont unanimes à ce sujet : il est indispensable de proposer des lieux d'expression spécifiquement réservés aux femmes lors de leur arrivée en Belgique. Ces dernières, souvent traumatisées par les nombreuses violences vécues tout au long de leur parcours migratoire, ne sont pas prêtes à s'exprimer au sein de groupes mixtes, et doivent acquérir les outils nécessaires en termes de prise de parole et de confiance en soi avant de pouvoir les rejoindre. Il s'agit là d'une réalité concrète, à laquelle il est nécessaire que les associations de terrain soient sensibilisées.

Pour rappel, en 2015, le nombre de réfugiés tentant de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe a connu une augmentation sans précédent. Sur toute l'année 2015, c'est près d'un million de personnes qui ont rejoint les côtes européennes par la Méditerranée. Cet afflux de demandeurs d'asile résulte d'une crise humanitaire mondiale d'une gravité exceptionnelle. Partout dans le monde, les conséquences des changements climatiques, des conflits armés, des crises économiques poussent de plus en plus de personnes à quitter leur pays dans l'espoir d'un avenir meilleur. Parmi ces demandeurs d'asile, on trouve de nombreuses femmes ou jeunes filles (environ 24,5% des demandes pour 2015 en Belgique²), seules ou accompagnées de leur famille.

Aucune disposition n'a été prise par nos dirigeants afin de pouvoir répondre efficacement à cet afflux prévisible et attendu. Le gouvernement belge précédent a ainsi fait fermer 5000 places d'accueil, et l'actuel a suivi la tendance, fermant plus de 1000 places supplémentaires

¹ Cette analyse est disponible sur notre site : www.femmesprevoyantes.be

² <http://www.cgra.be/fr/chiffres>



début 2015. Or, pour rappel, en vertu de la Convention de Genève³, toute personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui du fait de sa « race⁴ », de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses opinions politiques craint avec raison d'y être persécutée, a le droit à demander l'asile dans un autre pays.

C'est ainsi que, comme l'explique « La Plate-forme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés⁵ » créée en septembre 2015, des dizaines, puis des centaines de candidats à l'asile se sont retrouvés sans logement et sans assistance, à attendre de pouvoir être reçus par l'Office des Etrangers. Une situation qui a rapidement suscité l'indignation de nombreux collectifs et citoyens. « *Dans l'urgence, une offre de repas, de soins de santé, un hébergement, des animations, un soutien psychologique ou scolaire tous âges ont été aménagés dans le Parc Maximilien, qui jouxte l'Office des Etrangers* », explique la Plate-forme Citoyenne. Après de longues et difficiles semaines, des solutions sont mises enfin en place, comme l'ouverture du WTCIII par les autorités.

Début octobre, après la fermeture du parc, la Plate-forme Citoyenne déménage une première fois dans un bâtiment : le Hall Maximilien, 22 Quai de Willebroeck, pour pouvoir continuer ses activités. Fin février, elle déménageait à nouveau pour s'installer rue Léon Théodor, à Jette, dans un bâtiment désormais connu sous le nom de « Le Maximilien », où elle continue à œuvrer au quotidien pour offrir aux candidat-e-s réfugié-e-s un ensemble de services indispensables.

« Les femmes ont besoin d'un espace à elles »

Dans cette analyse, nous avons choisi de donner la parole à Elisabeth Franken, militante féministe qui fait partie de l'équipe ayant mis sur pied l'« Espace Femmes » au sein du Parc puis du Hall Maximilien. Son expertise du terrain, doublée d'un regard féministe acéré, nous a permis d'approcher la thématique de manière nuancée et de mieux appréhender la réalité dans sa complexité. Voici la retranscription de cet entretien.

³ La convention de Genève des Nations Unies vise à protéger les personnes poursuivies dans leur pays pour des raisons politiques, religieuses, ethniques, philosophiques et/ou syndicales et qui ne peuvent demander protection à leur propre état : <https://www.icrc.org/fr/ guerre-et-droit/traites-et-droit-coutumier/conventions-de-geneve>

⁴ Le terme « race » est utilisé dans la Convention de Genève, c'est pourquoi nous l'utilisons également ici, bien que selon nous les races n'aient pas d'existence en tant que telles mais soient socialement construites.

⁵ <http://www.bxlrefugees.be/#services>



Comment êtes-vous arrivée au Parc Maximilien ?

Un jour, j'ai entendu à la radio qu'une centaine de réfugiés vivait sous tente, au parc près de la gare du Nord. J'y suis allée. Deux choses m'ont bouleversée : l'extrême précarité, bien entendu, mais également l'élan de solidarité que l'on pouvait y observer. De nombreuses personnes étaient présentes pour donner de leur temps, pour aider. Ce premier jour de septembre où je suis arrivée sur le camp, il y avait du soleil, ça ressemblait à un grand camping, presque joyeux. Mais la situation a perduré, et les pouvoirs publics s'en lavaient les mains. Aucune solution n'était proposée, c'était choquant.

Très vite, avec Ella, ma petite-cousine, et Dani, une amie féministe, j'ai été interpellée par le sort des femmes dans ce parc, ces femmes qui restaient assises ou debout le long des allées, souvent seules. Elles avaient l'air encore plus démunies, plus perdues que les hommes. Elles ne répondaient pas à nos « Bonjour ». Je suis retournée plusieurs fois au parc, en me demandant que faire pour les aider. Ce qui me frappait, c'était la tension constante qui les entourait, elles ne semblaient jamais tranquilles, jamais en paix. Les hommes discutaient, allaient et venaient, tandis qu'elles restaient là, isolées. Certaines n'osaient pas quitter leur tente, veillant sur un tout-petit parfois né pendant l'exil, loin des femmes qui, chez elles, auraient pu les entourer.

Qu'avez-vous décidé de mettre en place pour répondre aux besoins de ces femmes ?

Au Parc, il y avait un terrain de sport, des tables et bancs de fortune près du poste de cuisine, une tente pour les cours de langues, ... : tous des lieux où se retrouvaient les hommes. Il y avait aussi une tente pour les enfants, une sorte d'école où ils pouvaient jouer et suivre des activités. Nous avons demandé autour de nous s'il existait un espace pour les femmes. Mais rien n'était prévu, hormis quelques consultations médicales. Un jour, nous avons vu deux femmes se disputer violemment pour une poussette. On s'est dit qu'il était temps d'agir !

Nous avons alors réfléchi à un endroit où elles pourraient se poser, retirer leur manteau – car elles restaient habillées de pied en cap – et où on partagerait un thé, un café, un espace à elles, entre nous et elles. On avait pensé aux cours de français, mais les femmes n'allaient jamais s'y asseoir. Pour beaucoup, fréquenter des lieux mixtes n'est pas dans leurs coutumes, et puis il y avait un décalage entre les hommes, souvent plus jeunes et célibataires, certains plus instruits, et les femmes, souvent déjà mères et moins scolarisées.



Nous voulions un endroit où les hommes ne pourraient pas entrer. Or, sur le camp, la philosophie était d'ouvrir tout à tout le monde. Toutefois, dans les faits, les femmes ne participaient pas aux activités mixtes. Il leur fallait donc un endroit juste pour elles. Pour accéder aux autres espaces aménagés, les femmes devaient exprimer un besoin : besoin d'aide psychologique, médicale, etc. Dans l'« Espace Femmes », comme nous l'avons appelé, elles viendraient simplement de plein droit, pour se reposer quelques instants, être reçues librement, la tête haute, avec attention et bienveillance. D'où qu'elles viennent, souvent après un trajet atroce, ce sont des personnes dignes de la plus grande considération.

Racontez-nous l'histoire de l'Espace Femmes...

Un jour, nous avons vu une tente vide ; les voisins nous ont dit qu'une bénévoles l'avait prévue pour un accueil des femmes, des cours de français. Nous avons noté ses coordonnées et commencé le travail : nettoyer la tente. Cinq jeunes filles sont venues nous aider, elles ont obtenu des palettes, des couettes pour les recouvrir. On a fait une sorte de petit salon, en disposant les palettes en rond. Il a fallu faire comprendre aux hommes de bonne volonté de la tente d'à côté que s'ils voulaient nous aider, cela s'arrêterait au pas de la porte. Nous avons fait des affiches pour annoncer l'ouverture de cet espace de rencontre pour les femmes. Ces affiches ont disparu : l'initiative dérangeait certaines personnes, qui considéraient cela comme inapproprié. Nous nous sommes inscrites comme bénévoles auprès de la titulaire de la tente, mais nous ne l'avons plus revue. Rejointes par Emily et Bernadette, nous avons convenu à cinq des bases du projet et commencé à faire appel à d'autres femmes pour créer un fonctionnement régulier avec des heures de permanence.

Fin septembre, face aux intempéries et à l'immobilisme du gouvernement, Médecins Du Monde a annoncé la fermeture du camp car ce n'était pas tenable, les conditions sanitaires étant exécrables. La décision de quitter le Parc Maximilien pour un bâtiment en dur a été prise. Nous avons déménagé quai de Willebroeck, dans une partie d'entrepôt immense, avec des hauteurs sous plafond de 5 à 8 mètres ou plus. Entre tous les services, il a fallu se répartir les espaces dans l'immense plateau. Il fallait des cabines de consultation pour les médecins et les psychologues, des locaux pour les cours de langues, un accueil à l'entrée, un poste et un réfectoire pour les repas, un lieu pour la distribution de vêtements, des espaces de prières, etc.

Ça n'a pas été évident de créer notre espace pour les femmes dans ce nouveau bâtiment. Nous avons dû insister. Finalement, on nous a attribué un local, qui donnait sur la rue, le seul avec l'Ecole du Monde (l'espace des enfants) à avoir une lumière naturelle. Il permettait d'accueillir une dizaine de personnes. Déjà au Parc, des femmes avaient pris



contact avec nous pour être bénévoles, et, au fil des semaines, on a arrangé ce local au mieux, avec les moyens du bord : des tissus colorés, des objets prêtés ou donnés par l'une ou l'autre. Il fallait aller chercher l'eau dans des seaux. On coupait le froid avec des radiateurs d'appoint. La vie quotidienne a demandé beaucoup d'imagination. On a mis en place des équipes, de 11h à 18h tous les jours.

Au début, le local ne fermait pas. Or, c'était important qu'il puisse être fermé, que les hommes ne puissent pas y avoir accès, que les femmes puissent s'y sentir en sécurité. Nous avons acheté et fait placer une serrure. Nous préparions du thé, du café, les femmes venaient s'asseoir et boire une tasse. Elles discutaient entre elles. Nous avons commencé à faire des soupes avec elles sur le temps de midi. On a apporté des aiguilles, de la laine, du matériel pour tisser, des blocs de dessin. On a fait en sorte que l'atmosphère soit chaleureuse, dans des tonalités chaudes, rouge orangé.

Pourquoi est-ce si important pour les femmes de disposer d'un endroit à elles ?

Après leur exil et leur parcours compliqué, les femmes ont besoin d'un espace à elles, où elles se sentent à l'abri. Elles ont vécu des choses très difficiles, des violences, le froid, elles ont parfois vu leurs proches mourir, se noyer. C'est la loi de la jungle, le plus costaud gagne. Or, avec des enfants, on est moins mobile, moins vaillante qu'un jeune homme. C'est plus difficile de prendre soin de soi. Souvent, les hommes ont des smartphones, des ressources pour communiquer. Dans le cas des femmes, c'est plus rare.

Les enfants ne quittent pas leur mère d'une semelle : leur maison, loin de chez eux, c'est elle. Les moments où les mères peuvent se poser et vivre un moment rien que pour elles sont presque inexistantes. Comme l'école était à côté, c'était pratique, on pouvait y conduire les enfants pour permettre aux mamans de respirer quelques minutes, quelques heures. Parfois même, simplement donner paisiblement le sein à leur bébé, à l'abri du va-et-vient extérieur et du froid.

L'Espace Femmes, c'est un lieu où l'on ne pose pas de questions. Pour nous, les femmes méritent d'être là sans aucune condition, sans interrogatoire. On leur ouvre la porte et on leur souhaite la bienvenue. Certaines se protègent, communiquent moins, prennent un thé ou demandent des produits d'hygiène et s'en vont, certaines reviennent le lendemain. Des demandeuses d'asile en Belgique depuis des années sont venues également, elles savaient qu'elles seraient accueillies, qu'elles auraient un bol de soupe, un canapé où s'allonger et dormir, et surtout des regards vrais, des sourires amicaux. La barrière de la langue est parfois compliquée mais les visages et les gestes parlent.



Et maintenant ?

Le bail avec le hall de Willebroek s'est terminé fin février. On a dû tout démonter, rendre les espaces nus. Un nouveau contrat a été signé en mars par la Plate-Forme pour un immeuble à Jette. Il y a bon espoir que l'Office des étrangers relaie l'information. Dans ce nouvel espace, on aura plus de place, avec un étage réservé aux femmes et aux familles. Ce qui va nous permettre de proposer un local encore plus calme, plus protégé.

Mais cet accueil, qui repose aujourd'hui sur du bénévolat, devrait être pris en charge par l'Etat. La Convention de Genève oblige la Belgique à accueillir les personnes qui fuient les persécutions. Il est temps que le gouvernement prenne ses responsabilités et se prépare à accueillir dignement les réfugiés, qui vont continuer à arriver en nombre avec le retour des beaux jours.

Conclusion

Nous l'avons vu tout au long de cette analyse, les femmes réfugiées et demandeuses d'asile sont particulièrement vulnérables. Pour la plupart, hélas, victimes de nombreuses violences avant et pendant leur parcours migratoire, elles ont des besoins accrus en matière de sécurité et de protection. C'est pourquoi il est nécessaire de proposer des lieux qui leur soient spécifiquement destinés au sein des différentes structures d'accueil, afin de leur permettre de reprendre confiance en elles et de leur donner les outils pour défendre leurs droits, à commencer par faire savoir ce qui leur est nécessaire ou même indispensable.

Il est aujourd'hui essentiel que les moyens nécessaires à la mise en place de ces lieux soient dégagés afin d'offrir un accueil adéquat aux demandeuses d'asile, que ce soit dans les centres d'accueil gérés par FEDASIL, par la Croix-Rouge ou par des prestataires privés, comme dans les centres fermés.

Il est nécessaire que les personnes susceptibles d'avoir à rencontrer les femmes concernées ou à traiter leur dossier, à quelque niveau que ce soit, soient formées à la dimension de genre et de multiculturalité. Il nous semble également important que les associations agissant sur le terrain soient sensibilisées à ces questions. En effet, lorsqu'une activité et/ou une formation mixte est proposée, seuls les hommes y participent.

De manière plus générale, ainsi que de nombreuses autres associations, nous demandons la mise en place d'un passage sûr et légal pour les migrant-e-s. Nous demandons aux États de garantir les droits humains fondamentaux de toute personne cherchant protection en Europe, et notamment des personnes les plus fragiles, comme les femmes et les enfants.



Pour aller plus loin...

- <http://fedasil.be/fr/content/asile-en-belgique>
- <http://migrants.medecinsdumonde.org>
- <http://www.cgra.be/fr>
- www.amnesty.org
- www.cire.be
- www.croix-rouge.be
- www.promotionetculture.be/cripel
- www.refugees-welcome.be
- www.sesoweb.org
- www.unhcr.be
- www.unicef.be

Retrouvez nos autres récentes analyses sur les thématiques de la migration, de l'asile et du genre sur notre site Internet www.femmesprevoyantes.be :

- « Les filles MENA : quelles difficultés spécifiques ? Quelles pistes d'action ? », par Laura Dufey, 2016.
- « Les violences sexuelles relatives aux migrations et à l'exil », par Amandine Michez, 2016.
- « Asile au féminin : parcours de combattantes ? », par Julie Gillet, 2016.

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un mouvement féministe de gauche, laïque et progressiste, actif dans le domaine de la santé et de la citoyenneté. Regroupant 10 régionales et plus de 200 comités locaux, nous organisons de nombreuses activités d'éducation permanente sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En tant que mouvement de pression et de revendications politiques, nous menons des actions et militons pour les droits des femmes: émancipation, égalité des sexes, évolution des mentalités, nouveaux rapports sociaux, parité, etc.

Nous faisons partie du réseau associatif de Solidaris. En tant que mouvement mutualiste, nous menons des actions et militons contre les inégalités de santé.

Toutes nos analyses et nos études sont disponibles sur notre site :

www.femmesprevoyantes.be



Avec le soutien de :

